

## Annexe à la délibération

### DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

#### - CONVENTION -

**ENTRE :** Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil général, en exécution de la délibération du Conseil général en date du 25 juin 2010,

ci-après dénommé « le Département »,

**D'UNE PART,**

**ET :** la SA d'HLM VILOGIA représentée par

ci- après dénommée « l'organisme »,

**D'AUTRE PART,**

#### PRÉAMBULE

**VU** la délibération en date du 25 juin 2010, par laquelle le Département de Seine-et-Marne garantit vis-à-vis du prêteur, à concurrence de **65 %**, le paiement des annuités de l'emprunt dont le capital restant dû au 9 avril 2010 est de **3 397 923,71 €** (avec un stock d'intérêt compensateur de 95 592,14 €) que la SA d'HLM Logis-Transport avait contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et qui est maintenant transféré à la SA d'HLM VILOGIA suite à une cession de patrimoine situé à Esbly, rue Louis Braille et allée Charles de Gaulle.

#### **CECI EXPOSÉ,**

#### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Département accorde à l'organisme, conjointement avec la commune d'Esbly, et pour la durée résiduelle de l'emprunt, sa garantie pour le remboursement d'un emprunt n°**1113392** dont le capital restant dû au 9 avril 2010 est de **3 397 923,71 €**, que la SA d'HLM Logis-Transport a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et qui est transféré à la SA d'HLM VILOGIA suite à une cession de patrimoine.

La garantie départementale s'exerce dans la limite de **65 %** du montant du remboursement de l'emprunt, soit sur un capital de **2 208 650,41 €**

**Article 2 :** Les opérations poursuivies par l'organisme, tant au moyen de ses ressources propres que des emprunts qu'il a déjà réalisés avec la garantie du Département ou qu'il réalisera avec la présente garantie, donneront lieu, à la fin de chaque année, à l'établissement par l'organisme d'un compte de gestion en recettes et en dépenses, faisant ressortir pour ladite année et par opération, le résultat propre à l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant à l'organisme, qui devra être adressé au Président du Conseil général au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

**Article 3 :** Le compte de gestion défini à l'article ci-dessus comprendra :

au crédit :

Les recettes de toute nature auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant à l'organisme ;

au débit :

l'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu ladite gestion notamment les frais d'administration et de gestion, les charges d'entretien, de réparation, de gardiennage, les impôts, les taxes, les charges d'intérêts et d'amortissements afférentes aux emprunts contractés pour la construction desdits immeubles et installations.

A ce compte de gestion, devront être joints les états ci-après :

état détaillé des frais généraux

état détaillé des créanciers divers faisant apparaître les sommes qui pourraient rester dues aux établissements prêteurs, sur les échéances d'intérêts et d'amortissement d'emprunts contractés

état détaillé des débiteurs divers, faisant ressortir les loyers non payés.

**Article 4 :** Si le compte de gestion, ainsi établi, est excédentaire, cet excédent sera utilisé jusqu'à due concurrence, dans le cas où la garantie départementale aurait déjà joué, à l'amortissement de la dette contractée par l'organisme vis-à-vis du Département et figurant au compte d'avances ouvert au nom de celui-ci dans les écritures de l'organisme suivant les conditions prévues à l'article 5 ci-après.

Si le compte d'avances susvisé ne fait apparaître aucune dette de l'organisme, le solde excédentaire du compte de gestion sera employé conformément aux statuts de l'organisme.

S'il résulte du compte de gestion et de l'état détaillé des créanciers divers, que l'organisme n'a pas réglé tout ou partie des intérêts et amortissements échus d'emprunts garantis par le Département et qu'il ne dispose pas de disponibilités suffisantes pour le faire, le Département effectuera ce règlement entre les mains des prêteurs au lieu et place de l'organisme, dans la mesure de l'insuffisance des disponibilités constatées.

Ce règlement constituera le Département créancier de l'organisme.

**Article 5 :** Un compte d'avances départementales sera ouvert dans les écritures de l'organisme, il comportera :

au crédit :

les versements effectués par le Département du fait de la mise en jeu de la garantie ;

au débit :

le montant des remboursements effectués par l'organisme. Ces avances porteront intérêts au taux de l'emprunt garanti augmenté d'un point sans que le total ne puisse dépasser le taux normalement consenti aux collectivités locales. Ce taux plafond sera apprécié au moment de la mise en jeu de la garantie.

Si, à titre exceptionnel, le Département a dû faire face à ses engagements au moyen de fonds d'emprunt, l'organisme devra lui rembourser les montants des versements effectués, majorés des intérêts de l'emprunt qu'il a dû contracter augmentés d'un point.

Le solde constituera la dette de l'organisme vis-à-vis du Département.

**Article 6 :** L'organisme, sur simple demande du Département, devra fournir, à l'appui de ses documents comptables, toutes justifications utiles. Il devra permettre, à toute époque, aux agents désignés par le Préfet en exécution de l'article L 451-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, de contrôler son fonctionnement, d'effectuer la vérification de sa Caisse ainsi que de ses livres de comptabilité et, d'une manière générale, de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

L'organisme s'engage à adresser chaque année au Président du Conseil général de Seine-et-Marne le bilan et le compte de résultat certifiés conformes, le rapport du commissaire aux comptes, les annexes comptables, le rapport d'activité, du dernier exercice clos, ainsi que la liste des membres du Conseil d'Administration et le rapport de la dernière Assemblée générale.

**Article 7 :** L'organisme s'engage à maintenir la réservation de logement accordée au Département initialement par la SA d'HLM Logis-Transport soit 4 logements dont les références sont :

- 6 allée Charles de Gaulle à Esbly :
  - 1 T4 logement n°621
  - 2 T3 logements 633 et 636
- 3 rue Louis Braille à Esbly :
  - 1 T3 logement n°322

**Article 8 :** L'application de la présente convention se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie du Département.

A l'expiration de ladite convention, et si le compte d'avances départementales n'est pas soldé, les dispositions des articles 2, 3, 4 (paragraphe 1), 5 et 6 resteront en vigueur jusqu'à l'expiration de la créance du Département.

Fait en deux exemplaires originaux  
à MELUN, le

Pour la SA d'HLM VILOGIA,

Pour le Département de Seine-et-Marne,  
Le Président du Conseil général,